

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

NORD EUROPE LEASE

Société Anonyme au capital de 24 615 000 €
Siège social : 4 place Richebé 59800 Lille
379 321 953 R.C.S. Lille Métropole.

Documents comptables annuels.

I. — Bilan au 31 Décembre 2016.

(En milliers d'Euros.)

Actif	Exercice 2016	Exercice 2015
Caisse, banques centrales, C.C.P.		
Effets public et valeurs assimilées		
Créances sur les établissements de crédit	2 054	6 983
Operations avec la clientèle	0	60
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Actions et autres titres à revenu variable		
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Crédit-bail et location avec option d'achat	440 695	446 848
Location simple	4 683	3 422
Immobilisations incorporelles	2	2
Immobilisations corporelles	512	536
Capital souscrit non verse		
Actions propres		
Comptes de négociation et de règlement		
Autres actifs	951	1 037
Comptes de régularisation	67	82
Total de l'actif	448 964	458 970

Passif	Exercice 2016	Exercice 2015
Banques centrales, C.C.P.		
Dettes envers les établissements de crédit	365 766	381 929
Opérations avec la clientèle	16 783	15 009
Dettes représentées par un titre		
Autres passifs	12 784	9 377
Comptes de régularisation	4 386	4 628
Comptes de négociation et de règlement		
Provisions	1 189	980
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Capitaux propres hors FRBG	48 056	47 047
Capital souscrit	24 615	22 800
Primes d'émission	9 063	7 409
Réserves	1 657	1 472
Écarts de réévaluation		
Provisions réglementées et subventions d'investissement	8 170	9 676

Report à nouveau (+/-)	2 010	2 000
Résultat de l'exercice (+/-)	2 541	3 690
Total du passif	448 964	458 970

II. — Hors Bilan.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
Engagements donnés :		
Engagements de financement	18 199	23 711
Engagement de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements reçus :		
Engagements de financement	8 000	8 000
Engagement de garantie	23 103	19 916
Engagement sur titres		

III. — Compte de Résultat.

(En milliers d'Euros)	Exercice 2016	Exercice 2015
+ Intérêts et produits assimilés	3	16
- Intérêts et charges assimilées	-5 459	-6 013
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	67 017	63 044
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-55 120	-49 537
+ Produits sur opérations de location simple	1 004	1 174
- Charges sur opérations de location simple	-833	-806
+ Revenus des titres à revenu variable	0	0
+ Commissions (produits)		
- Commissions (charges)		
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
+/-Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		
+ Autres produits d'exploitation bancaire	1 392	1 432
- Autres charges d'exploitation bancaire		
Produit net bancaire	8 004	9 310
- Charges générales d'exploitation	-4 164	-3 735
+/-Dotation aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-39	-59
Résultat brut d'exploitation	3 801	5 516
+/- Coût du risque	186	76
Résultat d'exploitation	3 987	5 592
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	16	6
Résultat courant avant impôt	4 003	5 598
+/- Résultat exceptionnel	0	0
- Impôt sur les bénéfices	-1 501	-1 916
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées	39	8
Résultat net	2 541	3 690

IV. — Annexe aux comptes.

(En K€ sauf mention contraire)

Exercice 2016.

I. – Faits marquants de l'exercice.

Le capital de la société a été porté de 22 800 K€ à la somme de 24 615 K€ après la mise en paiement des dividendes en actions de l'exercice 2015.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation.

2.1. Présentation des comptes. — NORD EUROPE LEASE est une société de financement spécialisée dans le crédit-bail immobilier et la location d'immeubles. Elle est soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 janvier 1984, relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et des sociétés de financement.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été établis et présentés conformément aux dispositions :

— du règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire et,

— du règlement de l'ANC 2016-07 du 4 Novembre 2016 relatif au plan comptable général pour les opérations non visées par le règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014.

Ils ont été établis dans le respect des principes de prudence, d'indépendance des exercices, permanence des méthodes et continuité de l'exploitation. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Aucune dérogation aux principes et méthodes comptables n'a été mise en œuvre au cours de l'exercice.

2.2. Principes généraux et méthode d'évaluation :

2.2.1. Immobilisations. — Les immobilisations figurent au bilan pour leur valeur historique, diminuées des amortissements cumulés qui sont calculés sur la durée de vie estimée du bien selon le mode linéaire ou dégressif lorsque la législation fiscale le permet.

2.2.1.1. Crédit-bail. — Les immeubles loués en crédit-bail sont amortis comptablement selon l'amortissement financier des contrats :

Pour les opérations conclues avant le 1er janvier 1996, par le jeu des provisions dotées dans le cadre de l'article 64 de la loi de finances pour 1970 ;

Pour les opérations conclues entre le 1er janvier 1996 et le 31 décembre 1999, par le jeu des provisions dotées dans le cadre de l'article 57 de la loi du 4 février 1995 ;

Pour les opérations conclues à compter du 1er janvier 2000, grâce à l'option exercée par NORD EUROPE LEASE permettant une identité des dotations comptables et financières.

Pour les contrats de crédit-bail ayant fait l'objet d'un déclassement douteux, une provision pour dépréciation d'actif est constituée sur les immeubles pour lesquels l'estimation de la valeur vénale à la date de clôture est inférieure à leur valeur nette comptable.

2.2.1.2. Location simple. — Les immeubles de bureaux loués en location simple sont amortis par composants selon le mode linéaire et en fonction des durées probables d'utilisation. Les durées d'amortissements sont de 50 ans pour les constructions, 15 à 20 ans pour les équipements et 10 ans pour les agencements.

Les locaux d'activité loués en location simple, compte tenu de leurs caractéristiques, de leur destination, des clauses des baux locatifs, sont amortis globalement sur leur durée de vie utile probable, soit 15 à 25 ans.

Les frais d'acquisition sont comptabilisés intégralement en charge dès la signature de la transaction.

En cas de défaillance, les immeubles sont dépréciés si l'estimation de la valeur vénale à la date de clôture est inférieure à leur valeur nette comptable.

2.2.1.3. Immobilisations d'exploitation. — Les immobilisations corporelles sont amorties suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation. Les durées d'amortissements généralement retenues sont de 5 ans pour les matériels et mobiliers de bureau, 3 ans pour le matériel informatique, 4 ans pour le matériel de transport et 5 ans pour les agencements.

2.2.2. Évaluation des créances et des dettes :

— Opérations avec la clientèle et dépréciation pour créances douteuses : Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une évaluation individuelle.

Par application du règlement CRC 2002-03, modifié par le règlement CRC 2005-03, modifié par le règlement ANC 2014-07, il est distingué dans l'annexe les créances saines et les créances douteuses. Sont classées en créances douteuses :

– les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque probable ou certain de non-recouvrement total ou partiel, impayées depuis plus de 3 mois,

– les créances qui, avant même l'expiration du délai indiqué ci-dessus, présentent un caractère contentieux avéré (redressement judiciaire, liquidation judiciaire, faillite personnelle...).

Lorsque les conditions de solvabilité d'une contrepartie sont telles qu'aucun reclassement en encours sain n'est prévisible, les encours sont ventilés en encours douteux et encours douteux compromis. Les encours douteux compromis reprennent principalement les créances résiliées en opération de crédit-bail et location financière et les créances qualifiés de douteuses depuis plus d'un an.

Les dépréciations pour créances douteuses et contentieuses sont déterminées chaque année en fonction des risques de non-recouvrement évalués après analyse individuelle de chacun des dossiers et de la perte probable qui en résultera pour la société.

Les indemnités de résiliation portant sur des contrats résiliés font l'objet d'une dépréciation intégrale.

— Opérations avec les établissements de crédit : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées entre créances à vue et créances à terme et sont augmentées des intérêts courus et non échus.

Les dettes envers les établissements de crédit sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou dettes à terme. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan en les dettes rattachées.

2.2.3. Provisions :

2.2.3.1. Provisions pour pertes et charges. — Des provisions pour risques sont constituées et ajustées chaque année pour couvrir les risques éventuels encourus du fait des engagements pris. Ces provisions sont ou ne sont pas déductibles fiscalement selon leur nature.

2.2.3.2. Provisions pour engagements sociaux à long terme. — Les engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont provisionnés. Le chiffrage de ces engagements est effectué en calculant les droits acquis et en appliquant le taux de rotation du personnel, les tables de mortalité et un taux d'actualisation. Le taux de charges sociales est ensuite appliqué.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à la retraite à 62 ans
- Taux de revalorisation de salaires 2 %
- Taux d'actualisation de 1.20 %
- Taux de charges sociales de 50 %
- Taux de rotation faible

2.2.4. Instruments financiers à terme. — Ces opérations sont enregistrées conformément au règlement 90.15 du comité de la réglementation bancaire. La mise en place depuis 2011 d'instruments financiers à terme sur un marché de gré à gré ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux de la société s'est poursuivie en 2016.

Les engagements relatifs à ces opérations de macro-couverture sont inscrits dans les comptes de hors bilan pour la valeur nominale des contrats. Il convient de noter que ces opérations ne figurent pas dans l'état de hors bilan publiable réglementaire mais sont détaillées au point 4.3 de l'annexe.

Les charges et produits sur ces opérations sont quant à eux inscrits *prorata temporis* en compte de résultat. La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds. Les charges et les produits courus sur un même contrat peuvent faire l'objet d'un enregistrement pour leur montant net. Les pertes et les gains latents ressortant de la différence entre la valeur de marché estimée des contrats à l'arrêté comptable et celle calculée à l'arrêté comptable précédent ne sont pas comptabilisés.

2.2.5. Comptabilisation des charges et produits. — La comptabilisation des charges et produits, y compris les loyers, intérêts et commissions respecte le principe de rattachement à l'exercice.

Les charges générales d'exploitation comprennent principalement les rubriques « frais administratifs » et « frais de personnel ». Cette dernière rubrique inclut l'ensemble des dépenses liées au personnel et intègre la participation des salariés et l'intéressement se rattachant à l'exercice.

2.2.6. Produits et charges exceptionnelles. — Les éléments susceptibles de contribuer au résultat exceptionnel sont déterminés en fonction du caractère significatif de leur montant, de leur degré d'anormalité par rapport à l'activité courante et de la faible probabilité de récurrence des événements concernés.

2.2.7. Impôts sur les sociétés. — Le taux de droit commun de l'impôt sur les bénéfices est de 33.33 % auquel s'ajoute une contribution sociale de 3.3 %

III. – Notes sur le bilan.

3.1. Actif

3.1.1. Créances sur établissements de crédit :

État des créances sur établissements de crédit	31/12/2016	31/12/2015
Banques et comptes rattachés	1 648	6 318
Co-bailleur Quotes-parts appelés	406	665
Total	2 054	6 983

3.1.2. Opérations de crédit bail et de location avec option d'achat, location simple :

3.1.2.1. Immobilisations :

— Ventilations des immobilisations de crédit-bail et en location simple :

État des immobilisations	Valeur Brute NEL 31/12/2015	Entrées	Poste à Poste	Sorties	Valeur Brute NEL 31/12/2016
Crédit-bail	642 875	38 982	-1 744	20 548	659 565
Location simple	7 492	556	1 744	0	9 792
Immobilisations CBI en cours	10 856	43 176	0	42 961	11 071
Total	661 223	82 714	0	63 509	680 428

— Ventilations des amortissements et dépréciations sur immobilisations de crédit-bail et en location simple :

Etat des amortissements et des dépréciations	Amorts et dépréciations cumulés NEL 31/12/2015	Dotations	Poste à Poste	Reprises	Amorts et dépréciations cumulés NEL 31/ 12/2016
Crédit-bail	209 280	43 069	-755	18 902	232 692
Location simple	4 093	364	755	3	5 209
Total	213 373	43 433	0	18 905	237 901

A noter que les dépréciations sur immobilisations louées et non louées, comprises dans le tableau ci-dessus, ressortent au 31/12/2016 à 1 830 K€ (1 413 K€ en 2015) après comptabilisation d'une dotation de 758 K€ et d'une reprise pour 341 K€.

3.1.2.2. Créances rattachées. — La valeur nette des créances rattachées sur opérations de crédit-bail et de location simple s'établit au 31/12/2016 à 2 850 K€ (2 419 K€ en 2015)

— Ventilations des créances et dépréciations sur créances douteuses :

Créances rattachées Crédit-bail	Valeur brute NEL 31/ 12/16	Dépréciations NEL 31/ 12/16	Valeur nette NEL 31/ 12/16	Valeur nette NEL 31/ 12/15
Clients sains	1 573	0	1 573	1 060
Douteux et douteux compromis	4 666	3 488	1 178	1 336
Dont quotes-parts nord Europe Lease	3 943	3 488	455	363
Dont Quotes-parts Partenaires à reverser	723	0	723	973
Total	6 239	3 488	2 751	2 396

Créances rattachées Location Simple	Valeur brute NEL 31/ 12/2016	Dépréciations NEL 31/ 12/2016	Valeur nette NEL 31/ 12/2016	Valeur nette NEL 31/ 12/2015
Clients sains	99	0	99	22
Douteux et douteux compromis	0	0	0	0
Total	99	0	99	22

— Créances restructurées : Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que la société de financement est amenée à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité.

Le montant des encours clientèles sains restructurés détenus par NORD EUROPE LEASE est évalué à 1 841 K€ en 2016 contre 4 188 K€ en 2015.

Créances restructurées	<= 1 an	> 1 et <= 5 Ans	> 5 ans	Total
Clients sains	0	199	1 642	1 841

3.1.3. Immobilisations incorporelles et corporelles :

— Ventilations et variations des immobilisations propres de NORD EUROPE LEASE :

État des mouvements des immobilisations	Valeur Brute NEL 31/12/2015	Augmentations	Poste à Poste	Diminutions	Valeur Brute NEL 31/12/2016
Immobilisations incorporelles	40				40
Amortissements	38				38
Net	2	0			2
Immobilisations corporelles	1 042	15		44	1 013
Amortissements	506	39		44	501
Net	536	-24	0	0	512
Total	538	-24	0	0	514

3.1.4. Autres actifs. — D'un montant de 952 K€ (1 037 K€ 2015), les autres actifs sont représentés par les dépôts et fonds de garantie versés pour 35 K€ (34 K€ en 2015), les subventions et prêts preneurs à recevoir 684 K€ (824 K€ en 2015), les créances sur l'état (TVA, IS) 186 K€ (38 K€ en 2015) et enfin les débiteurs divers 46 K€ (140 K€ en 2015).

3.1.5. Comptes de régularisation. — D'un montant de 68 K€ (82 K€ en 2015), ils enregistrent en majorité des produits constatés d'avance.

3.1.6. Opérations avec les entreprises liées :

(En milliers d'Euros)	Etablissements de crédit	
	NEL 31/12/2016	NEL 31/12/2015
Créances	1 648	6 147
Dont subordonnées		
Dettes		
A terme (Emprunts)	365 698	381 929
A vue	68	0
Engagements reçus :		
Engagement de financement	8 000	8 000
Engagement de garantie	23 103	11 047
Autres engagement donnés		

3.2. Passif :

3.2.1. Dettes envers les établissements de crédit. — Elles représentent :

- les emprunts à terme auprès des banques : 363 702 K€ et les intérêts courus non échus sur ces emprunts : 1 996 K€
- Dont emprunts souscrits au cours de l'exercice : 62 000 K€
- Dont emprunts remboursés au cours de l'exercice : 83 840 K€
- les dettes à vue sur compte/courant : 68 K€

Etat des échéances	Total au 31/12/ 2016	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes à vue	68	68			
Intérêts courus	0				
Dettes à terme	363 702	14 500	29 333	240 977	78 892
Intérêts courus	1 996	1 996			

3.2.2. Opérations avec la clientèle. — Représentent les prêts preneurs en Crédit-bail pour un montant de 16 783 K€ (15 009 K€ en 2015)

3.2.3. Autres passifs et comptes de régularisation. — Les autres passifs se décomposent de la façon suivante :

	31/12/2016	31/12/2015
Fournisseurs d'immobilisations	8 853	5 618
Et frais généraux	20	
Co bailleur quotes-parts à reverser	987	990
Dettes sociales	629	422
Dettes fiscales	524	1 235
Dont Impôt Sociétés	0	908
Autres dettes	1 771	1 111
Total	12 784	9 376

Les autres dettes comprennent les dépôts de garantie reçus des clients (629 K€ en 2016 contre 664 K€ en 2015), divers autres créiteurs pour 110 K€ contre 187 K€ en 2015 ainsi que des indemnités d'assurance à reverser (1 032 K€ contre 234 K€ en 2015).

Les comptes de régularisation passif sont inscrits pour 4 386 K€ (contre 4 628 K€ en 2015) et comprennent les loyers perçus ou comptabilisés d'avance sur opérations de crédit-bail et location pour 2 968 K€, les intérêts à payer sur instruments financiers à terme pour 445 K€ et enfin les comptes de charges à payer 973 K€.

3.2.4. Provisions. — Elles sont dotées conformément au règlement du Comité de la Réglementation Comptable sur les passifs.

Elles concernent principalement des provisions pour litiges et risques d'exploitation.

	31/12/2016	31/12/2015
Provisions pour litiges et risques d'exploitation	1 189	980
Variations		
Dotations aux provisions	478	
Reprises de provisions	269	

3.2.5. Capitaux propres. — La société NORD EUROPE LEASE, au 31 décembre 2016, est dotée d'un capital de 24 615 K€ entièrement libéré, composé de 1 641 000 actions de 15 € détenu à hauteur de 99.99% par la Banque Commerciale du Marché Nord Europe.

3.2.6. Évolution des capitaux propres :

	Capital social	Primes d'émission	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Dividendes distribués	
Bilan au 31/12/2015 (avant affectation du résultat 2015)	22 800	7 409	1 473	2 000	3 690		37 372
Affectation résultat 2015			184	10	-3 690	3 496	
Augmentation de capital (après paiement dividende en actions)	1 815	1 654					
Bilan au 31/12/2016	24 615	9 063	1 657	2 010	2 541		39 886

Les réserves se décomposent comme suit :

— Réserve légale : 1 559 K€

— Autres réserves : 98 K€

Le résultat 2016 ressort à 2 541 K€ contre 3 690 K€ en 2015 (soit par action 1.55 € en 2016 contre 2,43 € en 2015).

IV. – Notes sur le hors bilan.

4.1. Engagements reçus. — Il s'agit essentiellement d'engagements de garantie reçus d'établissements de crédit ou de la clientèle.

4.2. Engagements donnés. — Les engagements de financement en faveur de la clientèle se montent à 18 199 K€.

4.3. Détail des engagements de hors bilan :

	31/12/2016	31/12/2015
Ligne de crédit accordé à NORD EUROPE LEASE par le groupe	8 000	8 000
Cautions et garanties reçues d'établissement de crédit	23 103	19 916
Cautions et garanties reçues de la clientèle		
Engagements en faveur de la clientèle	18 199	23 711

Au 31/12/2016, il y avait un montant de 93,5 M€ d'opérations d'engagement sur swaps dont 28 M€ ont une date d'échéance en 2018, 15,5 M€ en 2019, 3 M€ en 2020, 15 M€ en 2021, 5 M€ en 2022, 7 M€ en 2024 et 20 M€ en 2025.

A titre d'information et non comptabilisée en comptabilité sociale, la réévaluation des swaps est de 2 648 K€ (au passif), hors ICNE. En contrepartie la réévaluation des prêts couvert est de 2 647 K€ (opération de couverture respectée).

V. – Notes sur le compte de résultat.

5.1. Produits et charges sur opérations interbancaires. — Les charges nettes payées en 2016 sur opérations interbancaires pour un montant de 5 456 K€ (6 013 K€ en 2015) sont composées principalement des opérations d'emprunts à terme pour 4 028 K€ (4 716 K€ en 2015), des différences d'intérêts ayant pour objet de gérer le risque global de taux pour 1 029 K€ (912 K€ en 2015), des intérêts sur prêts preneurs pour 269 K€ (255 K€ en 2015).

5.2. Produits et charges sur opérations de crédit-bail, location simple :

	NEL 31/12/2016	NEL 31/12/2015
Opérations de Crédit-bail :		
Loyers et accessoires	54 614	52 503
Net refacturations Charges	60	82

Amortissements et provisions spéciales	-42 261	-39 419
+/- Values sur cessions Immobilisations	147	342
Dotations / Reprises des dépréciations sur créances douteuses	-662	
Total	11 897	13 507
Opérations de Location simple		
Loyers et accessoires	755	790
Net refacturations Charges	-221	-127
Amortissements	-364	-295
Dotations / Reprises des dépréciations sur créances douteuses		
Total	170	369

A compter de l'exercice 2016, les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux et aux indemnités de résiliation des contrats de crédit-bail sont enregistrées dans le poste « Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés » et non plus enregistrées dans le poste « Coût du risque », conformément au règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014.

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2015, les produits nets des charges sur opérations de crédit-bail retraités de ces éléments (-494 k€) s'élèvent à 13 013 k€.

5.3. Autres produits et charges d'exploitation bancaire. — Les produits d'exploitation bancaire d'un montant de 1 398 K€ (1 432 K€ en 2015) sont composés des quotes-parts de subventions d'investissements virées au résultat à hauteur de 1 392 K€ (1 418 K€ en 2015) et des refacturations de prestations à la société NEP (Nord Europe Partenariat) pour 6 K€ (14K€ en 2015).

5.4. Charges générales d'exploitation :

5.4.1. Charges de personnel :

Frais de personnel	31/12/2016	31/12/2015
Salaires et traitements	1 315	1 426
Charges sociales	612	618
Impôts et taxes sur rémunérations	19	23
Total	1 946	2 067

En vigueur depuis Janvier 2013, le crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) d'un montant de 14 K€ (idem en 2015) a été comptabilisé en moins des charges de personnel (charges sociales) conformément à la note d'information de l'Autorité des Normes Comptables du 28/02/2013.

5.4.2. Autres charges d'exploitation. — Les autres charges d'exploitation se composent des impôts et taxes (CFE, C3S, TVTS...) pour 190 K€ en 2016 (155 K€ en 2015), et les frais administratifs qui recouvrent l'ensemble des charges de fonctionnement propres à l'activité de NORD EUROPE LEASE pour un montant de 2 028 K€ (1 513 K€ en 2015). L'augmentation s'explique principalement par des honoraires de prestataires extérieurs.

5.5. Cout du risque :

	31/12/2016	31/12/2015
Dotations aux dépréciations des créances douteuses		-1 435
Dotations aux dépréciations des immobilisations	-757	-189
Dotations aux provisions de Passif	-78	-147
Pertes sur créances		-2 097
Pertes et Profits sur immobilisations	528	-230
Reprises sur dépréciations des créances douteuses		1 779
Reprises sur dépréciations des immobilisations	341	850
Reprises provisions de Passif	152	286
Produits Indemnités de Résiliation		1 197
Récupération sur Créances amorties		62
Total	186	76

A compter de l'exercice 2016, les dotations et reprises liées aux dépréciations, pertes sur créances irrécouvrables et récupérations sur créances amorties relatives à la fraction des loyers douteux et aux indemnités de résiliation des contrats de crédit-bail sont enregistrées dans le poste « Produits sur opérations de crédit-bail et assimilés » et non plus enregistrées dans le poste « Coût du risque », conformément au règlement de l'ANC 2014-07 du 26 Novembre 2014.

Sur l'exercice clos au 31 décembre 2015, le cout du risque retraité de ces éléments (+494 k€) s'élève à 570 k€.

5.6. Résultat exceptionnel. — Néant.

5.7. Impôts sur les sociétés. — Il s'établit à 1 502 K€ (1 940 K€ en 2015) et s'analyse en impôt sur les sociétés au taux normal pour 1 479 K€, en contribution sociale pour 23 K€.

Le Résultat après impôt se compose comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat comptable	4 043	5 630
Réintégration / déductions	393	78
Résultat imposable	4 436	5 708
IS à 33,33	1 479	1 904
Contribution sociale	23	38
Crédits d'impôt		-2
Charges d'Is net	1 502	1 940
Résultat après impôt	2 541	3 690

VI. – Autres informations.

6.1. Effectifs moyens. — Les effectifs sont de 19.75 au 31/12/2016 contre 20 au 31/12/2015.

6.2. Compte personnel de formation. — Le Compte Personnel de Formation (CPF) a remplacé le Droit Individuel de Formation (DIF) à compter du 1^{er} janvier 2015. Ce compte personnel alimenté en heures de formation est utilisable par tout salarié, tout au long de sa vie active (dans la limite de 150 heures de formation sur 8 ans), pour suivre une formation qualifiante.

6.3. Rémunérations des organes de direction. — Néant.

6.4. Résultat financier et réserve latente. — En tant que société de financement effectuant des opérations de crédit-bail et de location simple, la société tient parallèlement une comptabilité financière. Elle fait ressortir un résultat financier après prise en compte d'un amortissement de chaque opération sur la base du taux de rendement attendu du capital engagé. Le résultat financier est égal au résultat social auquel est substitué notamment aux amortissements, aux plus et moins-values et aux dépréciations liées aux créances douteuses leurs équivalents financiers. La réserve financière est constituée des écarts cumulés entre résultats financiers et résultats sociaux. Enfin il est constaté un impôt différé financier passif dès lors que la comptabilité financière aboutit à différer dans le temps une partie des résultats par rapport aux résultats sociaux.

6.4.1. Passage du résultat social au résultat financier :

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat comptable avant impôt	4 043	5 630
Différence entre amortissements financiers et amortissements sociaux (Immobilisations données en location)	-67	235
Différence entre plus et moins-values sociales et financières	-158	-579
Différence entre dépréciations sociales et dépréciations financières sur immobilisations données en location	-240	284
Différence sur réescompte social et financier	110	214
Différence sur le produit du résultat social et financier	-9	19
Résultat financier avant impôt au 31 décembre	3 679	5 803
Impôt sur les bénéfices et impôt différé	1 375	1 925
Résultat financier net	2 304	3 878

6.4.2. Analyse de la réserve latente :

Etat des échéances	NEL 31/12/2016	NEL 31/12/2015	NEL 31/12/2014
Résultat financier net	2 304	3 878	4 339
Dotation/ Reprise à la réserve latente CBI	-103	-87	-91
Dotation/ Reprise à la réserve latente Locations Simples	209	1 243	-190
Dotation/ Reprise à la réserve latente Immeubles temporairement non loués	62	67	515
Réserve latente Brute	4 527	4 359	3 135
Impôts différés	-1 559	-1 574	-1 132
Réserve latente Nette	2 968	2 785	2 003

6.5. Consolidation. — La société NORD EUROPE LEASE est consolidée dans les comptes du Groupe CREDIT MUTUEL NORD EUROPE - 4 place Richebé - LILLE.

V. — Affectation du résultat.

Troisième résolution (Affectation du résultat). — L'Assemblée Générale, sur la proposition du Conseil d'Administration, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2016 de 2 541 472,42 €, auquel s'ajoute le report à nouveau bénéficiaire de 2 009 753,64 €, soit une somme globale de 4 551 226,06 € de la façon suivante :

A la Réserve Légale, à concurrence de	127 073,62 €
Aux actionnaires à titre de dividendes, à concurrence de	2 461 500,00 €
Au Report à nouveau, à concurrence de	1 962 652,44 €
	4 551 226,06 €

Le dividende pour chacune des actions ressort à 1,50 €.

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, pour les trois exercices précédents, ont été les suivantes :

Exercices	Dividendes par action NEL (En Euros)
2015	2,30
2014	2,22
2013	2,50

Toutes les sommes mentionnées dans le tableau qui précède, dans la colonne « dividendes par action », sont éligibles à l'abattement forfaitaire de 40 %, pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France et soumises aux dispositions de l'article 158-3-2° du Code Général des impôts.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VI. — Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale.

En application du Règlement n° 94-03 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière, le rapport de gestion de la société est tenu à la disposition du public au :

GROUPE CREDIT MUTUEL NORD EUROPE
4, place Richebé - 59800 LILLE.

VII. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- Le contrôle des comptes annuels de la société anonyme Nord Europe Lease, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- La justification de nos appréciations,
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1. Opinion sur les comptes annuels. — Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2. Justification de nos appréciations. — En application des dispositions de l'Article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes d'évaluation appliquées, notamment celles relatives à l'amortissement et à la dépréciation des actifs de votre société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3. Vérifications et informations spécifiques. — Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Neuilly-sur-Seine et à Paris La Défense, le 7 avril 2017.

Les Commissaires aux comptes :

DELOITTE et ASSOCIES :

Sylvie BOURGUIGNON

MAZARS :

Monique THIBAUT

1702736